

Pourquoi l'Union Européenne doit intégrer la Turquie et les pays du sud de la méditerranée

Le monde change au sud de l'Europe, créant angoisse et enthousiasme chez les citoyens. Enthousiasme de voir des peuples se révolter contre leur dictateur pour réclamer de vivre librement et dignement. Angoisse d'imaginer un monde islamiste aux portes de l'Europe générant de l'instabilité et de nouveaux flux migratoires. Face à ces bouleversements, comment l'Europe doit-elle réagir ?

Il est aisé de pointer les carences de la construction européenne. L'Europe n'a pas de politique étrangère, elle n'a pas de capacité de défense indépendante, elle n'a pas de politique économique, elle n'est pas un rempart protecteur contre les dérèglements économiques mondiaux, elle ne garantit pas les protections sociales, enfin, elle n'a pas réussi à réduire la pauvreté, la précarité et les inégalités. Tous ces domaines restent entre les mains des états membres.

Néanmoins, il existe un domaine où l'Europe excelle. Ce domaine concerne sa capacité d'attraction, d'absorption puis de conservation des États dans un système démocratique pacifique. Ainsi, avec l'Espagne, le Portugal, la Grèce et les pays de l'Est, l'Europe a digéré des peuples qui sortaient de dictatures et qui n'ont pour le moment jamais renoncé aux systèmes démocratiques, malgré les désenchantements, malgré les crises et malgré les arrivés au pouvoir de partis extrémistes. À chaque bouleversement géopolitique, les mêmes peurs resurgissent : les doutes sur la capacité des peuples à s'approprier la démocratie et la crainte d'une immigration massive : « les Espagnols ne seront pas capables de vivre en démocratie par manque d'expérience », « tous les travailleurs Polonais vont venir s'installer en Europe de l'ouest », « les Roumains sont trop pauvres ». Et à chaque fois l'Europe déjoue ces pronostiques alarmistes. Rappelons que lorsque l'Espagne est entrée dans l'UE, le PIB par habitant des Espagnols était équivalent à l'époque à celui de la Libye.

Ainsi l'Europe est un outil d'une redoutable efficacité pour stabiliser la démocratie dans les pays. Cet outil, incarné par la cour Européenne des droits de l'Homme et par les fonds de cohésions, est donc parfaitement adapté pour la nouvelle situation du nord de l'Afrique. Mais alors pourquoi l'Europe reste-t-elle statique ?

L'Europe a raté ce rendez-vous avec l'Histoire car depuis le 14 avril 1987 la Turquie frappe à ses portes et, à ce jour, le peuple Turc n'a toujours pas obtenu gain de cause. Pour le moment le courant conservateur chrétien dont l'objectif est de créer un « *néo saint empire judéo-chrétien* », fermé sur l'extérieur, l'emporte. Il est temps que les progressistes refusent se dictat et se prononcent fermement pour une adhésion rapide de la Turquie (dès 2013, date à laquelle la Turquie sera en conformité avec le droit Européen). Il doivent aussi se positionner en faveur d'une adhésion possible, à terme, pour les pays du sud de la méditerranée qui le souhaitent. De nombreux citoyens européens, déjà largement sécularisés, ne resteront pas insensibles à l'argument de la paix et à celui de la lutte contre le retour au premier plan de conservateurs religieux dans la vie politique. De plus, l'intérêt économique et géopolitique est tellement évident, que les libéraux devraient se rallier à cette position.

L'Europe est donc à un carrefour. Soit elle se referme sur elle-même en créant une forteresse peuplée de citoyens hantés par la peur, soit elle s'ouvre sur le monde via l'intégration du sud de la méditerranée. Cette ouverture permettra à l'Europe de se rénover en se confrontant à un monde jeune et différent, de garantir la paix sur ses frontières et de reprendre le train de l'histoire en rendant caduque la théorie du choc des civilisations. Espérons qu'elle sera saisir sa chance.